



# Projet REDIAFOR

Multifunctional FORrest in the Alps : REinforcing DIAlogue

---

Livrable 2021 – 2. Formation « Gestion des conflits en forêt » - Conférences et  
annexes

Coordinateur : AURA-EE

30 juin 2021

## Table des matières

I.	Introduction.....	3
II.	Formation.....	5
a.	Programme de formation : conférences .....	5
III.	Annexe 1. Présentation détaillée de la facilitation stratégique. ....	6
IV.	Annexe 2. Autres productions du projet Rediafor.....	10
a.	Issues and Conflict fields in Bavarian mountain forest .....	10
b.	Tableau des enjeux en région AURA.....	18

## I. Introduction

Basé sur l'expérience des acteurs alpins en matière de conflits sur les ressources en eau, le projet REDIAFOR s'est fixé comme objectifs d'identifier et de répertorier les principaux types de risques liés à l'utilisation du bois et des forêts, et de créer des espaces de dialogue aux niveaux local et macro-régional.

Le rôle d'AURA-EE dans le projet REDIAFOR consistait à initier le dialogue entre les acteurs du secteur forestier et les groupes d'actions de la SUERA, la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine. Le renforcement des capacités de ces derniers sur la question des conflits d'usage autour des forêts et du bois est apparu comme essentiel.

### La formation.

Dans cette perspective, l'Agence AURA-EE s'est proposée de soutenir les acteurs des territoires forestiers partenaires dans leur réflexion à ce sujet. Elle a sollicité à cet effet l'Institut des Stratégies Emergentes, institut de formation et de recherche dans le domaine de la facilitation stratégique et de la diplomatie territoriale, afin d'organiser un temps de réflexion et de formation sur la gestion des conflits en forêt.

Il était attendu de cette intervention qu'elle :

- permette l'expression des besoins et problématiques entre acteurs concernés ;
- donne les bases des concepts, méthodologies et outils de gestion des conflits d'usages ;
- permette une intégration par chacun dans ses problématiques propres.

### Programme de la session

La formation comprenait l'organisation d'un séminaire de trois jours, s'adressant au maximum à 14 élus, agents et autres acteurs des 7 territoires de coopération de l'Isère.

Elle reposait sur la succession de deux temps différents :

1. **Un temps de conversation stratégique entre acteurs des collectivités concernées**, structuré à l'aide de la méthodologie dite du « séminaire de rencontre active » et autour d'une question du type « *Condition et moyens d'une gestion qualitative de la forêt : quelles stratégies de communication autour d'une exploitation durable ?* ».
2. **Un temps de partage d'expérience et d'interaction** avec un acteur confronté à des enjeux similaires, engagé sur un autre territoire hors du contexte alpin.  
Dans ce cas de figure, l'intervenant extérieur était M. Didier Hervé, Directeur de l'Institution patrimoniale du Haut-Béarn (<http://www.iphb.free.fr>), dont le rôle est de soutenir la gestion « en patrimoine commun » d'un certain nombre de dimensions de la vie des vallées du Haut Béarn, et en particulier le pastoralisme et la forêt. Il y a en particulier accompagné l'**instruction des coupes et travaux en forêt en concertation par tous les partenaires.**

3. **Un temps de partage d'éléments issus de la « boîte à outils » de la facilitation stratégique** : outils de diagnostic et panorama des différents modes d'intervention et de médiation disponibles.

#### Dates de la session

Le déroulement de la formation a été le suivant :

- a. Une journée de séminaire en présentiel, le 30 avril.
- b. Deux demi-journées de séminaire en visioconférence, les 3 et 4 mai matin.
- c. Une demi-journée le 10 mai matin en visioconférence (D. Hervé, directeur de l'Institut de Stratégie Patrimoniale du Haut Béarn).
- d. Une demi-journée le 11 mai matin en visio-conférence (M. Ollagnon, facilitateur stratégique et formateur de l'Institut des Stratégies émergentes).

## II. Formation.

### a. Programme de formation : conférences

Titre	Objet	Intervenants
L'Institution Patrimoniale du Haut Béarn et la gestion de sujets complexes.	Retour d'expérience sur la gestion en patrimoine commun, l'histoire et les procédures de gouvernance mises en place au sein de l'IPHB.	M. Didier Hervé, Directeur de l'IPHB.
Diagnostiquer et agir : les différents types de conflits.	Présentation des fondamentaux de la polémologie et d'une typologie des situations et des problèmes.	M. Matthieu Ollagnon, intervenant ISE.
Panorama des approches disponibles.	Présentation d'un panel d'approches disponibles mis en relation avec la typologie des situations et des problèmes (contenu communiqué à AURA-EE).	M. Matthieu Ollagnon, intervenant ISE.

### III. Annexe 1. Présentation détaillée de la facilitation stratégique.



#### *Mots clés.*

Prévention, gestion des conflits en forêt de montagne, éléments d'approche et de méthode à destination des propriétaires publics ou privés et des gestionnaires, facilitation stratégique.

#### *Pour quelles situations ?*

Quand :

- un acteur (élu, agent public, filière) se trouve isolé face à une multiplication des conflits ;
- quand des tentatives de réponse répétées ne donnent pas de résultats ;
- quand il devient difficile de parler de certains sujets ;
- quand la qualité effective de la forêt se dégrade ou est difficilement prise en charge.

#### *Pour faire quoi ?*

Pour permettre aux acteurs d'un territoire de construire leur projet sur la forêt et repositionner les éventuels conflits dans un cadre territorial qui les permette de les gérer au mieux.

Pour cela, elle facilite l'élaboration d'un **dessein commun partagé** mais aussi permet aux acteurs concernés de construire **leur propre culture de facilitation territoriale** et **d'élaborer des plans d'action** qui respectent la liberté de chacun (co-action).

#### *Comment cela fonctionne-t-il ?*

La **facilitation stratégique**, ou « **démarche patrimoniale** » est une procédure de conversation territoriale orientée vers l'action. Il s'agit d'une forme de facilitation « en milieu ouvert », c'est-à-dire où les acteurs sont nombreux et ne sont pas forcément d'accord au départ pour travailler ensemble.

Elle repose sur l'action de facilitateurs stratégiques indépendants. Ceux-ci déploient des procédures structurées et encadrées par un fort cadre déontologique. Celles-ci s'appuient sur

une « grille de discussion stratégique », la grille IDPA (Identification, Diagnostic, Prospective, Action).

Elle est basée sur **l'écoute en profondeur** de chacun et sur l'écoute mutuelle. Elle se déploie en plusieurs temps successifs :

- un temps d'écoute de chaque acteur chez lui, suivi de temps de mise en commun, pour **construire une vision partageable** de l'ensemble de la situation ;
- des temps de travail en commun permettant de passer du **partageable au partagé** ;
- d'un temps de **soutien au passage à l'action**, voire à la construction d'une gouvernance dédiée.

#### *Les fondements de la facilitation stratégique.*

La facilitation stratégique, ou démarche patrimoniale, est une approche française mise en œuvre depuis plus de trente ans dans la sphère publique. Elle a été conçue et développée par le Pr. Henry Ollagnon au sein d'AgroParisTech. Elle vise à faire émerger les conditions de prise en charge de problématiques « complexes et multi-acteurs ». Elle a été déployée sur de multiples sujets, sur des sujets allant de la prise en charge de la crise des ours dans les Pyrénées Atlantiques à la facilitation du post-crise de Sivens.

Elle repose sur une vision de la gestion du vivant : sans minorer l'apport de la science, une gestion efficace procède de la conversation des hommes autour d'une réalité partagée et de la construction d'accords légitimes pour piloter cette réalité.

Elle s'appuie sur un « état d'esprit pour agir », une vision de la gestion de sujets complexes et multi-acteurs, qui oriente toutes les procédures et se résume en trois points :

- renforcer l'identité de l'autre pour passer de bons contrats avec lui ;
- avoir des structures d'engagement vulnérables au désengagement pour susciter l'engagement ;
- susciter le désir qui qualifie l'engagement plutôt que la contrainte qui le déqualifie.

#### *Un outil de la facilitation stratégique : l'audit patrimonial.*

Le premier outil de la facilitation stratégique est l'audit patrimonial. Celui-ci est une procédure de co-intelligence conduite par un facilitateur. Elle vise à faire converser les différents acteurs (et leurs différentes formes d'intelligence) sur un territoire, en particulier quand les conditions d'une discussion ne sont pas encore réunies.

L'apport de l'audit patrimonial est triple : il permet de faire émerger une vision partageable de « l'espace des dimensions en jeu », il permet « d'activer » les personnes auditées autour du sujet concerné et il permet enfin de commencer dans de bonnes conditions une conversation territoriale.

Il diffère d'une approche sociologique en ceci qu'il ne repose pas sur une analyse réalisée de l'extérieur par le facilitateur, mais en une synthèse : l'intelligence déployée est mise au service de l'écoute et de la recherche du commun. Le facilitateur sert, en quelque sorte, d'interface entre les différents participants.

#### *Un outil de la facilitation stratégique : le séminaire de rencontre active.*

A la suite d'un audit patrimonial, ou de façon autonome, les facilitateurs peuvent déployer la méthodologie du séminaire de rencontre active.

Celle-ci repose sur l'exploration en petits groupes d'une question stratégique. Le séminaire de rencontre active permet alors de **passer explicitement du partageable au partagé**. Il permet de s'accorder très finement sur le diagnostic d'une situation et les conditions de sa prise en charge.

#### *Et après ?*

Au-delà de l'audit patrimonial et des séminaires de rencontre active, une démarche de facilitation stratégique mobilise généralement des savoir-faire complémentaires d'expertise (rédaction de charte, etc..) et de facilitation (micro-projets, facilitation de changement, médiation).

Dans tous les cas, ces savoir-faire sont mis au service de l'état d'esprit général de la facilitation, qui est de ne jamais rien avancer qui n'aient été explicitement validé par les participants, et ne s'y substituent pas. L'expertise du facilitateur est systématiquement différenciée des résultats obtenus par l'écoute, la synthèse et la validation des participants dans le cadre de la méthode.

#### *Quelques résultats de la facilitation stratégique.*

En 2014, un retour d'expérience sur les « Institutions patrimoniales comme outils de co-conception de projets complexes » a été conduit pour le compte d'AgroParisTech et de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée. Celui-ci a été réalisé sous forme d'audit auprès de 7 institutions et projets ayant été créés par la démarche patrimoniale et la facilitation stratégique.

Voici ce qu'en pensent ceux qui ont déployé cette approche, en quelques extraits du rapport recensant les principaux enseignements.

*« Les institutions patrimoniales partagent le point commun d'être nées en réponse à une crise du « commun » et à la nécessité de mettre une variété d'acteurs autour de la même table. Du point de vue des personnes rencontrées, cet objectif est atteint dans presque tous les cas. »*

*« - leur capacité à permettre l'établissement « d'état des lieux » partagés et prenant en compte la complexité ;*

*- leur capacité de facilitation de l'innovation issue des acteurs du territoire et de diffusion d'une culture à multiples niveaux (scientifique, technique, politique, ...);*

*- leur capacité à soutenir l'établissement de nouveaux équilibres économiques : circuits courts, acteurs fonctionnant en réseau, ... »*

Extrait de la note de synthèse du rapport présenté et qualifié par les personnes auditées présentes le 2 avril 2015 à Vias (34).

#### *Mobiliser de la facilitation stratégique.*

La mobilisation de la facilitation stratégique implique :

- d'être confronté à un problème réellement complexe et multiacteur, qui « fasse vraiment problème » ;
- d'être prêt pour le commanditaire à redimensionner son problème et à l'ouvrir à d'autres acteurs, tout en ayant un statut de « puissance invitante » ;



- D'exprimer son besoin de façon assez ouverte.

*Identifier des ressources en facilitation stratégique.*

La pratique de la facilitation stratégique est libre.

En France, l'Union nationale des facilitateurs en stratégies patrimoniales / Interfas a vocation à réunir les acteurs de la profession s'accordant sur un niveau de qualité et de formation.

## IV. Annexe 2. Autres productions du projet Rediafor.

### a. Issues and Conflict fields in Bavarian mountain forest

ISSUE	CONSTRUCTED CONFLICT OR CONCERNED FIELDS OF INTEREST	MOST IMPORTANT STAKEHOLDERS	FRAME CONDITIONS (JUDICIAL/LEGAL – ECONOMIC – SOCIAL)	POSITION IN THE POLICY CYCLE	POLICY TOOLS (REGULATION S, FINANCING €, INFORMATION I, STRUCTURE-GIVING S)	RECENT DEVELOPMENT OF ISSUE
Mobilization of timber in small scale private forests for industrial (pulp and paper; sawmills) use (economic yield of wood in private forests → which problem in which country concerning private forests)		Forestry service Forest owner associations private forest owners pulp and paper/ wood industry	Structural change in the first sector (agriculture and forestry): <ul style="list-style-type: none"> <li>• numbers of urban private forest owners and female forest owners increasing</li> <li>• decline of economic aspects in favour of ecosystem services in the perception of private forest owners</li> </ul> Attitudes/values of small-scale private forest owners Liberal legislation Lack of logging trail networks in small scale private forests (topography) Highly influenced by the wood price (Development of the wood market)	„starting point“: Results of the second federal forest inventory (FFI) in 2002  Re-formulation of the topic (second FFI → third FFI), executive phase	<b>S, S, I, €</b> Support of local/regional private forest associations (with the main focus on timber marketing): According to Art. 22 Bavarian Forest Law; Funding scheme FORSTZUSR 2015 FORSTWEGR 2016 Initiative <a href="http://www.mein-Wald.de">www.mein-Wald.de</a>	Intensified through: increase in prices of raw material (mineral oil and gas) → rising demand for wood (energy), discussion about climate protection; numerous research projects (promotion by e.g. FNR (projects and networking on renewable resources), and Waldklimafonds (wood climate funds))
Profitability of forest enterprises (diversifying business field, improving market access)	forestry   nature protection actors	Forest owner associations / Land owner association Large-scale private forest	Increased costs concerning staff and logging Low returns from timber sale	Re-formulation of the topic  functions of forest for legitimizing financial	<b>S</b> forestry and wood cluster (which has an important impact on forest policy) + Forest-	Suggestive impact on the discourse about forestry Prevention of bigger influence of nature

ISSUE	CONSTRUCTED CONFLICT OR CONCERNED FIELDS OF INTEREST	MOST IMPORTANT STAKEHOLDERS	FRAME CONDITIONS (JUDICIAL/LEGAL – ECONOMIC – SOCIAL)	POSITION IN THE POLICY CYCLE	POLICY TOOLS (REGULATION S, FINANCING €, INFORMATION I, STRUCTURE-GIVING S)	RECENT DEVELOPMENT OF ISSUE
			Lack of professional staff Liberal legislation Structural changes in pulp and paper and wood industry (new technology increases demand for medium size trees → so called big tree problem for forest enterprises = trees with high diameter have lower prices/cannot be sold)	help (1960s)	based sector technology platform	protection actors within the forest sector (e.g. promotion of PEFC instead of FSC; discourse in favour of financial steering tools instead of regulation) In combination with climate change: Bio economy
Forest conversion	forestry   climate protection   resource protection   hunting	Forestry service Forest owner associations private forest owners pulp and paper/ wood industry State forest enterprise Ecological Hunting Association Bavarian Hunting Association Hunting authority ENGOS	Structural change in the first sector (agriculture and forestry): <ul style="list-style-type: none"> <li>• numbers of urban private forest owners and female forest owners increasing</li> <li>• decline of economic aspects in favour of ecosystem services in the perception of private forest owners</li> </ul> Attitudes/ values of small-scale private forest owners Liberal legislation Lack of fitting road/logging trail networks in small scale private forests (topography) Development of the wood market	"starting point": Storms Vivian and Wiebke 1990 Executive phase	€, I Funding schemes WALDFÖPR 2015 FORSTWEGR 2016 Forest extension by the forestry service Advisory offers concerning "forestry in climate change"	Increasing importance of nature protection as argument against pure stands Climate change adaptation
Damage by game	forestry   hunting	Forestry service	Interest conflict:	Starting point: begin of	S, I, (S)	Increasing influence of

ISSUE	CONSTRUCTED CONFLICT OR CONCERNED FIELDS OF INTEREST	MOST IMPORTANT STAKEHOLDERS	FRAME CONDITIONS (JUDICIAL/LEGAL – ECONOMIC – SOCIAL)	POSITION IN THE POLICY CYCLE	POLICY TOOLS (REGULATION S, FINANCING €, INFORMATION I, STRUCTURE-GIVING S)	RECENT DEVELOPMENT OF ISSUE
<p>- in forests - in protection forests</p>	<p><i>natural hazard management</i>   protection of nature and species   <i>cultural landscape</i>   animal welfare/rights</p>	<p>Nature protection authority <i>ENGOS</i> private forest owners State forest enterprise Ecological Hunting Association Bavarian Hunting Association Hunting authority animal welfare and rights associations</p>	<p>economic aspect of traditional hunting vs damage on forest stands Value conflict: hunting as culture vs. hunting with a functional role for land users German and Bavarian hunting law: game keeping must not affect proper forest management</p>	<p>the 1970<sup>th</sup>; Horst Stern “Comments about the red deer” → agenda setting in 1972 Forest decline discourse led to a fundamental change in the hunting management of state forests; Knoke, Hothorn, Mosandl, Kennel (2007): “Scientific expertise about the Forest report on the Situation of Forest regeneration in Bavaria” Since then: Re-formulation of the topic (never-ending story)</p>	<p>Regulations of the German and Bavarian Hunting Law; Since 1986: Systematic assessment of the influence of deer on forest regeneration Since 2004: Metaphor “Forest more important than deer” (Wald vor Wild) in the Bavarian Forest Law</p>	<p>nature protection on animal welfare/rights actors Conflict sharpening in the last years by emergence of new stakeholders  (“Jagdagenda21”, “Wild Bavaria”) and telling a new story (Chamois as protected FFH-Annex species) in which the protection forest policy is the opponent</p>

Protection forest management	forestry   natural hazard management   resource protection   protection of nature and species   alpine agriculture   recreation and health	Forestry service private forest owners Water management authority Municipal administrations Nature protection authority ENGOS, esp. DAV alpine agriculture (associations)	Slope instability mapping (Higher Forestry Direction, Munich, ca. 1989)	<u>1. cycle</u> : Forest dying → Mountain Forest restoration program in 1986 with a time frame of 25 years → Protection forest restoration becomes a permanent duty <u>2. cycle</u> : adaptation to climate change → “Mountain Forest Offensive” became permanent duty <u>All in all: executive and evaluative phases</u>	<b>S, I, €</b> “Mountain forest protocol” of the Alpine Convention (1996) “Mountain Forest Resolution” of the Bavarian provincial diet (1984) → establishment of the Protection forest restoration program Mountain Forest Offensive (2008) with additional staff for the forestry service and new funding scheme, “Bavarian Platform natural hazards” (2006) „Activity Protection Forest” by German Alpine Association (DAV) & State forest enterprise	Increasing conflict with nature protection legislation (especially Natura 2000 due to the definition of sparse forests as open land)
Forest pasture (in protection forests)	cultural landscape   protection of nature and species   natural hazard management   forestry   alpine agriculture	alpine agriculture associations Forestry service State forest enterprise ENGOS Nature protection authority	50.000 ha with grazing rights of state forests in the upper Bavarian Alps (2007)	Decline of mountain pastures since the 1950s, stopped by CAP “Mountain Forest Resolution” of the Bavarian Parliament (1984) due to forest decline discourse: Replace forest pasture  Executive phase	<b>§, S, €</b> Forests rights law (1958) defines different forms to transfer forest rights Commission for grazing rights (1960; forest and agricultural expert, no nature protection expert) “Mountain forest protocol” of the Alpine Convention (1996) High subsidies for alpine pastures within the CAP (Common agricultural policy of the EU)	Mid 1980s nature protection re-discovers forest pasture as tool for landscape maintenance Forest pasture in forests with canopy less than 40% can be subsidised as agricultural area → Change of the German Forest Law in 2008: these forests are defined as non-forests
(Natural) Reforestation of abandoned farmland	alpine agriculture   protection of nature and species   cultural landscape   natural hazard management   forestry	alpine agriculture (associations) Forestry service Water management authority ENGOS tourists municipal administration	Structural change in the first sector Bavarian Land Development Plan, chapter. 2.3.2: Maintenance, restoration and if possible construction of roads that provide access to alpine	“Starting point”: Decision end of the 1970s to maintain all alpine pastures  Changes of the funding scheme according to the CAP reforms	<b>€, I</b> CAP: Special funding scheme for alpine pastures: Bavarian Alpine Farming Program “normal” subsidies for agriculture: - subsidies for	Alpine pasture with important function concerning biodiversity since 2000s number of research projects about the future of alpine agriculture

			pasture	Execution of the program	disadvantaged regions (AGZ), - KULAP (program for the maintenance of cultural landscape) - VNP (contractual nature conservation program) expert advice for alpine agriculture	
<b>Natura 2000 network</b>	<b>protection of nature and species   forestry   recreation and health</b>	Forestry service Nature protection authority private forest owners ENGOS	57% of Natura 2000-area in "WG 15 Bavarian Alps" is located in forests (98.433 ha out of 171.336 ha)	Executive phase	<b>S, §, €</b> Strict EU-legislations transpositioned into the German nature protection law (e.g. §§33 +34, 44+45) management plans Impact assessments and prohibition of deterioration ( German nature protection law §§34 and 33) Environment protection "VNP Wald" (funding scheme for nature conservation in forests)	BNatSchG §14 (2): "Forestry clause" → today: well-being of the local population as a guide Forests with canopy less than 40% are mapped as open land → Emerging conflicts with protection forest management
<b>Nature protection in forests in general</b>	<b>forestry   protection of nature and species   cultural landscape</b>	Nature protection authority Forestry service State forest enterprise ENGOS	Expansion of the nature forest sector into the forestry sector → Development of two advocacy coalitions over the last 30 years (nature protection coalition vs. forestry/wood coalition)	"Starting point": forest certification schemes FSC vs. PEFC; Further issues: Privatization of state forest enterprises; minimal management requirements for forestry in the nature protection law Alternative courses of action regarding the implementation	<b>I, §, €</b> German and Bavarian Nature Protection Law "VNP Wald" (funding scheme for nature conservation in forests)	Increasing focus on natural dynamics (protection of dead wood bound species), e.g. biodiversity strategy of the Federal government, with the aim of set-aside of 5% of the forest area (10% in the state forest) → Implementation by big strict reserves (e.g. national parks) vs. integration into forest management = segregation vs. integration = SLO(A)SS-debate (Single large or (and) several small)

Return of Large Carnivores	protection of nature and species   hunting   alpine agriculture   forestry   recreation and health	Several Ministries of State and State Offices (Forestry, Agriculture, Environment, Consumer protection) Federal Hunting Association Bavarian Farmers Association ENGOS Forestry service State forest enterprise animal welfare/rights associations	"Mountain Forest protocol" of the Alpine Convention (1996) Wildlife is unowned by law Requirement of: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Monitoring</li> <li>• Compensation</li> <li>• Damage prevention</li> <li>• International cooperation</li> <li>• Public relations</li> </ul> if FFH-species (e.g. wolf): no restriction of forestry no adaptation of species protection law planned until mid of 2020s (EU)	agenda setting/ alternative courses of action	<b>S, I, €</b> Steering group "Large Carnivores" (Federal Ministry for the Environment, 2006) for the strategy Working group "Large Carnivores" (ibid.): management plans Network "Large Carnivores": volunteer contact persons Compensation for damage on life stock Regional coordination groups and Round Tables Information platforms (e.g. waldwissen.net) LANA: sub working circle concerning wolf management Platform "WISO Large Carnivores and wild living hoofed animals" of the Alpine Convention (2009)	<b>Wolf:</b> return to GER in 1996, no subject to the hunting law, in the Bavarian Alps just migrating until now <b>Lynx:</b> Population in the area of the Bavarian Forest National Park, where it was established since early 1990s, not established in the Bavarian Alps, subject to the hunting law <b>Bear:</b> in Bavaria just migrating until now; nearest source population in Trentino (around 120 km away from Bavaria), no subject to the hunting law; JJ-brothers in 2005-08
Climate change mitigation	forestry   protection of nature and species	Forestry service private forest owners state forest enterprise nature protection authority ENGOS	Conflict between forestry coalition and nature protection coalition about best way to use forests for climate change mitigation	alternative courses of action/ formulation of the program	<b>€, I</b> Climate change mitigation reports Renewable Energy Act (EEG) promotes use of wood energy	Opposing positions/ demands: <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ecological set-asides (build-up of biomass (plant/ soil) as carbon dioxide storage)</li> <li>2. Substitution effect of wood and cascade use of wood products</li> </ol> demand for rewarding the function of forests as carbon dioxide sinks
Climate change adaptation	forestry   natural hazard management   protection of nature and species	Forestry service private forest owners state forest enterprise Watershed Authority nature protection authority	Conflict between forestry coalition and nature protection coalition about best way to adapt the forests to climate change	alternative courses of action	<b>€, I</b> Subsidies for forest conversion as emergency action Information about adaptation potential of	Metaphor "Forest decline 2.0" after the dry summers 2018 and 2019 Agreement on the issue that stability and

		ENGOS	<p>Fear to lose today's economically important tree species</p> <p>Uncertainty concerning effects (ecological, future yield potential of forests etc.)</p>		different tree species	resilience of forests have to be improved, but disagreement on the means to achieve that: Relying on natural processes and indigenous tree species vs. cultivation of non-indigenous tree species
Recreational use of the forests	forestry   hunting   protection of nature and species   recreation and health	<p>tourism actors</p> <p>visitors</p> <p>ENGOS, e.g. DAV</p> <p>Forestry service</p> <p>State forest enterprise</p> <p>alpine agriculture (associations)</p> <p>Ecological Hunting Association</p> <p>Bavarian Hunting Association</p>	<p>far-reaching entry right set in the Bavarian constitution</p> <p>Every men's right to access the forests for recreation</p> <p>lack of financial compensation for public goods</p> <p>Forest development planning contains priority areas with respect to "recreation and health"</p> <p>Munich and Augsburg in the vicinity to the Bavarian Alps → high amount of day tourism</p> <p>Strong increase of the population in the Bavarian Alps since the 1940s</p> <p>Many stakeholders who in general are not organized → participation as an advantage</p>	Formulation of the topic, agenda setting, and alternative courses of action (depending on the region)	<p><b>I, S, §</b></p> <p>Bavarian Land Development Plan, chapter 2.3.3: "Alpenplan": Definition of 3 different zones with regard to development possibilities for tourism facilities (e.g. ski resorts)</p> <p>Directive on the promotion of ropeways and ancillary facilities in small ski resorts</p> <p>Awareness campaigns e.g. "backcountry skiing in an environmental friendly way" and "environmental friendly climbing" (DAV = German mountaineering association)</p> <p>„Mountain climbers villages"</p>	<p>Societal change: Increase of individual mobility and flexibility → use of the forests even von dust till dawn</p> <p>New trend sports: (E)-mountain biking, geocaching → reduction of undisturbed areas</p> <p>Intensified conflicts between forestry and recreational use</p> <p>management of much frequented routes ("places for visitors, places for nature")</p>
Forest and health	forestry   recreation and health   protection of nature and species	<p>private forest owners</p> <p>Forestry service</p> <p>State forest enterprise</p> <p>tourists</p> <p>Health tourism</p>	<p>Liberal forest law</p> <p>lack of financial compensation for public goods</p> <p>Forest function planning contains priority areas with respect to</p>	Formulation of the topic, agenda setting (definition of health forests in the forest law!?)	<p><b>§</b></p> <p>Every men's right to access the forests for recreation</p> <p>Nevertheless: use of the forest by health actors need contract with forest owners</p>	<p>Surveys about recreational value of forests and how to „translate" this value into money (since 1980s)</p> <p>EU research projects: COST Action E39</p> <p>Demand of Design and Regulation of use of</p>



		<p>"recreation and health"</p> <p>Many stakeholders who in general are not organized → participation as an advantage</p>		<p>permit necessary for specific infrastructure that serves for health tourism</p>	<p>forests with regard to health and recreation</p>
--	--	--	--	--	---

Cross-cutting theme		
<p><b>Change of the mood of society</b></p>	<p>global trends/ megatrends like destruction/ pollution of environment and exploitation of natural resources, loss of biodiversity, digitalization, overpopulation, migration, lack of appreciation of the first sector due to increased urbanization, "slaughter-house paradox" (of forestry); power of media</p>	<p>Increased environmental concerns (success of political parties like "The Greens" on national and EU level, "Fridays for Future" movement, referendum "Save the bees!")</p> <p>Increased role of animal welfare/rights (stricter regulation, increased amount of people with a vegan or vegetarian diet) leads to changes of the political-administrative system (PAS)</p> <p>Increased necessity for participation (from government to governance, increased diversity of life styles and accepting, public political demands (e.g. "Fridays for Future"))</p>

b. Tableau des enjeux en région AURA.

Problématique	Conflit d'intérêt / source de préoccupation	Acteurs principaux	Contexte (juridique, législatif, économique, social...)	Maturité dans les politiques publiques	Outils de politique publique	Développements récents de la problématique
Equilibre sur marché des produits bois / maintien d'un marché assez stable	Conflits sur la ressource bois	Producteurs de bois énergie Producteurs de poteaux Scieries Papetiers Producteurs de palettes	Cadre économique mouvant (prix des énergies, concentration dans certains secteurs (scieries),...) afflux de bois scolyte			Augmentation de la demande de bois énergie Tension sur la ressource en châtaignier dans les Chambarans -Plan d'approvisionnement validé hors contexte (problème de précision de l'évaluation des volumes disponibles au niveau local)
Déconnexion sociétale avec la forêt	Impact paysager de l'exploitation forestière / accessibilité de la forêt en gros engins, camions,	ETF, propriétaires privés, habitants Sylv'actes Association citoyennes et environnementales (LPO, FRAPNA, etc.)	Modèle économique du bois énergie poussent les acteurs de la forêt à pratiquer des coupes rases et à mécaniser, provoquant des impacts paysagers significatifs	Communication	Sylv'actes (Plan Sylvicoles Territorial)	Associations en Haute Savoie, Vercors, achète des parcelles pour éviter chasse et coupe rase
Préservation de la biodiversité en forêt	Conflit entre forêt productive mono-spécifique et la biodiversité, régulation des espèces nuisibles	Association de protection de la nature, réseau Natura 2000,			llots de sénescence, forêt mélangée,	

<b>Morcellement de la forêt privée et absence de gestion</b>	Difficile connaissance, coordination des propriétaires avec les gestionnaires, exploitants	Etat, propriétaires privés, collectivités, ONF			Bourses foncières, acquisition bien vacante sans maître, outils de regroupement forestier, d'échange, de massification (Métis),	Mobilisation des bois entre forêt publique et privée (Métis)
<b>Modèle économique de l'ONF</b>	Conflit entre les collectivités locales / l'ONF / Etat	Etat, ONF, COFOR, Forestiers privés	L'ONF doit atteindre un équilibre économique		Financement public de l'Etat	
<b>Adaptation au CC</b>	Attaque de scolytes, coupes sanitaires, plantation d'espèces adaptées, aléas climatiques (incendies, tempêtes, ...), Adaptation de la filière à de nouvelles essences (tendance douglas en monoculture vs appauvrissement biodiversité)	Forestiers,			Ex : Fonds forêt d'avenir en Pays de Savoie	
<b>Réduction du CC</b>	Priorité à la construction en bois local (stockage Carbone), isolation habitat, puis BE territorialisé si chaufferies + réseaux de chaleur (filtres particules)	Collectivités locales, producteurs de BE				

<b>Reconnexion de la société avec le monde de la forêt</b>	<p>Conflit lié aux coupes rases Amélioration connaissance des plans de gestion Travaux sylvicoles qui doivent prendre en compte la biodiversité et les paysages Conflit entre le bois énergie et d'autres filières, qualité de l'air Compétitivité du BE / énergies conventionnelles</p>	<p>Collectivités, usagers réseaux de chaleur, habitants, chasseurs, sportifs, environnementalistes, etc.</p>			<p>PPA, Fonds Air Bois</p>	
<b>Multifonctionnalité de la forêt / Accueil du public en forêt</b>	<p>Rôle productif, rôle de protection, rôle récréatif (support économique) du tourisme), cynégétique, Manque de reconnaissance des usages et de rémunération de ces usages Rôle social : filtre pour la qualité de l'eau, pour la pollution, la fixation du carbone,</p>	<p>Propriétaires forestiers, randonneurs, chasseurs, pratiquants VTT, cueilleurs, gestionnaires RTM, collectivités locales</p>				<p>Augmentation de la fréquentation de la forêt pour les loisirs, conflits avec la pratique de la chasse, conflit avec l'exploitation forestière (remise en état des sentiers, signalisation en forêt, gestion des chantiers</p>
<b>Accessibilité (handicap montagne)</b>	<p>Réduire les zones sous pressions (Chambarrans) Rendre plus accessible aux forestiers et contenir les autres usages (vtt etc.)</p>	<p>Communes, propriétaires-exploitants ETF,</p>				<p>Conflits exploitants / communes dégradation, remise en état des voiries (procédure état des lieux)</p>

